



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الأغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

## Trente-huitième session

Georgetown (Guyana), 11-13 et 18-21 mars 2024

### Déterminants et facteurs déclenchants en jeu en Amérique latine et dans les Caraïbes

#### Résumé

À la suite des appels lancés par le Comité de l'agriculture à sa 28<sup>e</sup> session et par d'autres organes directeurs, la FAO réalise actuellement des exercices de prospective aux fins de la transformation des systèmes agroalimentaires à tous les niveaux. Cette note d'information présente dans les grandes lignes les résultats obtenus à ce jour dans le cadre de l'exercice de prospective régionale en faveur de systèmes agroalimentaires durables et résilients, qui se déroule actuellement dans la région Amérique latine et Caraïbes, et incite les membres et les autres parties prenantes de la région à participer davantage à la prospective stratégique pour étayer les processus décisionnels.

Dans la région, des difficultés subsistent mais il existe aussi des possibilités à court et moyen termes au sein des systèmes agroalimentaires. Dans le cadre conceptuel et méthodologique établi dans le récent rapport phare de la FAO intitulé *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation* (résumé en français: *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Moteurs et déclencheurs de transformation*), des experts régionaux analysent certains moteurs prioritaires (forces motrices) des systèmes agroalimentaires afin de déceler des signes suggérant les évolutions possibles, de déterminer différents scénarios envisageables et de définir des domaines prioritaires mondiaux, ou «déclencheurs de transformation», et des solutions stratégiques pour activer ces derniers.

Les différents schémas de croissance économique dans les diverses sous-régions laissent à penser que d'importantes dépendances intrarégionales et interrégionales pourraient apparaître à l'avenir, ce qui aurait des incidences sur les systèmes agroalimentaires, tant dans les pays d'origine que dans ceux de destination. Dans le même temps, le changement climatique et la dégradation des ressources naturelles et des écosystèmes, notamment des océans, mettent en lumière les nouveaux arbitrages qu'il convient d'opérer entre croissance économique rapide et équité intergénérationnelle. Sur le plan de la demande, la prévalence grandissante de l'obésité dans la région indique que les résultats futurs des systèmes agroalimentaires pourraient varier en fonction des modes de consommation prédominants.

Les documents peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).

Si les investissements publics continuent d'être négligés, les approches novatrices en matière de production auront moins de chances de se matérialiser, mais il se pourrait, en revanche, que les écarts relatifs au revenu par habitant, à l'épargne et au potentiel d'investissement accentuent encore plus les disparités entre pays du point de vue de l'intensité capitaliste de l'agriculture. En parallèle, l'apparition de pratiques agroécologiques qui privilégient le capital humain sur le capital physique, ainsi que d'autres approches novatrices, pourrait être le signe avant-coureur d'un éventuel changement de modèle dans les pratiques agricoles. À l'échelle mondiale, les conflits en cours tels que les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient mettent en lumière l'arbitrage nécessaire entre l'efficacité (qui repose sur la spécialisation) et la résilience (qui découle de la diversification des activités et des sources de revenu). Cet arbitrage est particulièrement important pour les pays de la région qui sont de plus en plus dépendants des importations de denrées alimentaires.

L'exercice de prospective régionale s'appuie sur quatre scénarios mondiaux à long terme présentés dans *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*, le but étant d'exposer des perspectives nuancées en fonction de la situation régionale. Pour favoriser la durabilité et la résilience des systèmes agroalimentaires à l'avenir, la FAO a défini quatre «déclencheurs de transformation», qui doivent être activés au moyen de stratégies, de politiques et de changements de comportement adéquats: i) institutions et gouvernance; ii) sensibilisation des consommateurs (citoyens); iii) répartition des revenus et des richesses; et iv) technologies et approches novatrices.

Les résultats préliminaires de l'exercice de prospective régionale ont fait apparaître des éléments qui viennent nuancer ces déclencheurs, et qu'il convient de préciser au niveau national pour les pays à revenu élevé et les pays à revenu faible ou intermédiaire. Les pays à revenu intermédiaire se trouvent à la croisée des chemins. Ils peuvent suivre le modèle de développement non durable adopté par les pays à revenu élevé, et ainsi contribuer fortement à la dégradation des ressources naturelles, à l'aggravation du changement climatique et à l'apparition d'inégalités incontrôlables, comme dans le scénario «course à l'abîme» présenté dans *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*. Ils peuvent aussi, à l'inverse, adopter des modèles de développement novateurs ouvrant des perspectives d'avenir plus durables, conformément au scénario «choix de la durabilité», surtout si les pays à revenu élevé montrent le bon exemple.

*Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au:*

Secrétariat de la Conférence régionale  
[RLC-Conferencia@fao.org](mailto:RLC-Conferencia@fao.org)

## I. LES DÉFIS À COURT ET À LONG TERMES POUR LES PAYS DE LA RÉGION

1. Le court-termisme et la dynamique de l'économie politique ont mis à mal les recettes fiscales et la marge de manœuvre budgétaire, la croissance inclusive et les investissements dans l'innovation. Le vieillissement de la population et l'existence de revendications visant à faire valoir les droits des travailleurs, une action dont l'objectif est de réduire les inégalités, pourraient faire augmenter les coûts du travail et accélérer la robotisation et l'automatisation, ce qui aurait d'importants impacts structurels. Ainsi, les inégalités pourraient s'accroître ou reculer, en fonction des impacts prédominants. Les inégalités, une caractéristique saillante dans la région Amérique latine et Caraïbes, ont été exacerbées par la volatilité de la croissance économique, le vieillissement de la population, la faiblesse de l'investissement public et l'inefficacité de la redistribution des richesses.

2. Les tensions géopolitiques et géoéconomiques, les inégalités croissantes, la dégradation des écosystèmes et le changement climatique pourraient obliger les pays à arbitrer entre l'efficacité à court terme et la résilience à long terme, ce qui montre qu'il leur est nécessaire de pouvoir compter sur leurs propres processus de production et de favoriser la relocalisation. De telles évolutions pourraient avoir

des répercussions sur les flux commerciaux et financiers. Dans l'optique du progrès vers la durabilité, la décarbonation des économies pourrait nécessiter des investissements considérables.

3. Les sous-régions d'Amérique latine et des Caraïbes pâtissent d'une dépendance soit aux exportations, soit aux importations de produits, laquelle vient s'ajouter à la volatilité macroéconomique et a des répercussions négatives sur les prix des produits alimentaires et les revenus, ce qui affaiblit la sécurité alimentaire et la nutrition. L'évolution des chaînes de valeur mondiales peut avoir des effets sur les prix intérieurs des biens dans la région, notamment les aliments, et sur les facteurs de production, tandis que les crises mondiales peuvent faire augmenter le coût du remboursement de la dette extérieure et de l'importation de produits alimentaires et d'intrants agricoles.

4. La détérioration des taux de change a eu des retombées sur les prix alimentaires, en particulier dans les pays importateurs. Un endettement persistant pourrait creuser davantage les écarts entre la région et les pays à revenu élevé. Les petites économies sont particulièrement exposées au surendettement<sup>1</sup> et subissent les effets des changements de la politique monétaire mondiale et de l'évolution des taux d'intérêt.

5. Les groupes de la société civile ont sans doute les moyens de susciter et de compléter l'action des pouvoirs publics. L'adoption d'approches fondées sur l'économie circulaire dans le secteur agricole, l'intégration des savoirs des populations autochtones, l'ajustement des modes de consommation au profit d'aliments moins gourmands en ressources et plus nutritifs et le renforcement de la coopération régionale sont des pistes à étudier.

6. Les phénomènes météorologiques extrêmes, notamment les sécheresses et les inondations, mettent en péril les conditions de vie et les économies. En Amérique du Sud, la forêt tropicale amazonienne, un puit de carbone vital, et les glaciers des Andes, essentiels en matière d'approvisionnement en eau douce, reculent rapidement, au détriment des écosystèmes et de la sécurité hydrique. L'agriculture mésoaméricaine est, quant à elle, en proie à une grave sécheresse qui persiste. Les Caraïbes, qui dépendent du tourisme, sont frappées par des ouragans et des vagues de chaleur marines qui menacent les écosystèmes. Les petites îles et les régions côtières sont extrêmement vulnérables à l'élévation du niveau de la mer. Les pays des Caraïbes ont le rapport endettement/PIB le plus élevé de la région en raison de la fréquence croissante de catastrophes naturelles coûteuses, notamment les ouragans et les tempêtes tropicales.

7. En ce qui concerne l'agriculture, le changement climatique accentue déjà la dégradation des écosystèmes. En outre, l'appauvrissement de la fertilité des sols et de la biodiversité dû à la pratique prédominante de la monoculture, à l'érosion, à l'utilisation intensive de pesticides et à la non-taxation des coûts environnementaux suscite de vives inquiétudes.

8. Devant ces enjeux, il devient crucial de passer d'une vision à court terme à une approche plus stratégique à long terme.

### **I.1. Contexte de l'exercice de prospective stratégique régionale**

9. Afin de répondre aux appels à renforcer les capacités relatives à la prospective stratégique qui ont été lancés par le Comité de l'agriculture à sa 28<sup>e</sup> session, la FAO mène des exercices de prospective dans l'optique de la transformation des systèmes agroalimentaires. Dans le cadre de cette initiative, l'Organisation s'appuie sur le cadre conceptuel et méthodologique établi dans son récent rapport intitulé *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation*<sup>2</sup> (*L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Moteurs et déclencheurs de transformation*), qui fait fond sur l'exercice de prospective stratégique 2020-2022 de la FAO. Étant donné que cette approche met l'accent sur la complémentarité entre prospective qualitative et prospective quantitative, la FAO

---

<sup>1</sup> La liste des pays en situation de surendettement établie par le Fonds monétaire international, arrêtée au 30 novembre 2023, peut être consultée à l'adresse suivante: <https://www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/dsalist.pdf>.

<sup>2</sup> <https://www.fao.org/3/cc0959en/cc0959en.pdf> (en anglais). Résumé en français: <https://www.fao.org/3/cc1024fr/cc1024fr.pdf>.

renforce ses capacités en matière d'analyse quantitative et de modélisation afin d'aider les membres à mieux anticiper les scénarios possibles aux fins de la prise de décisions stratégiques.

10. Dans ce contexte, le Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes et les bureaux sous-régionaux de la FAO participent à un exercice de prospective régionale sur l'avenir des systèmes agroalimentaires, avec le soutien du réseau de prospective de l'Organisation.

11. L'exercice de prospective régionale consiste à: i) formuler des visions stratégiques régionales et sous-régionales pour amener les systèmes agroalimentaires vers la durabilité et la résilience; ii) enrichir les évaluations communes de pays des Nations Unies et les cadres de programmation par pays de la FAO; et iii) renforcer les capacités institutionnelles en matière d'exercices de prospective stratégique à tous les niveaux.

12. Il fournit aussi une évaluation granulaire des liens régionaux entre les systèmes agroalimentaires, socioéconomiques et environnementaux (figure 1), grâce à un processus analytique en plusieurs étapes qui prend en compte:

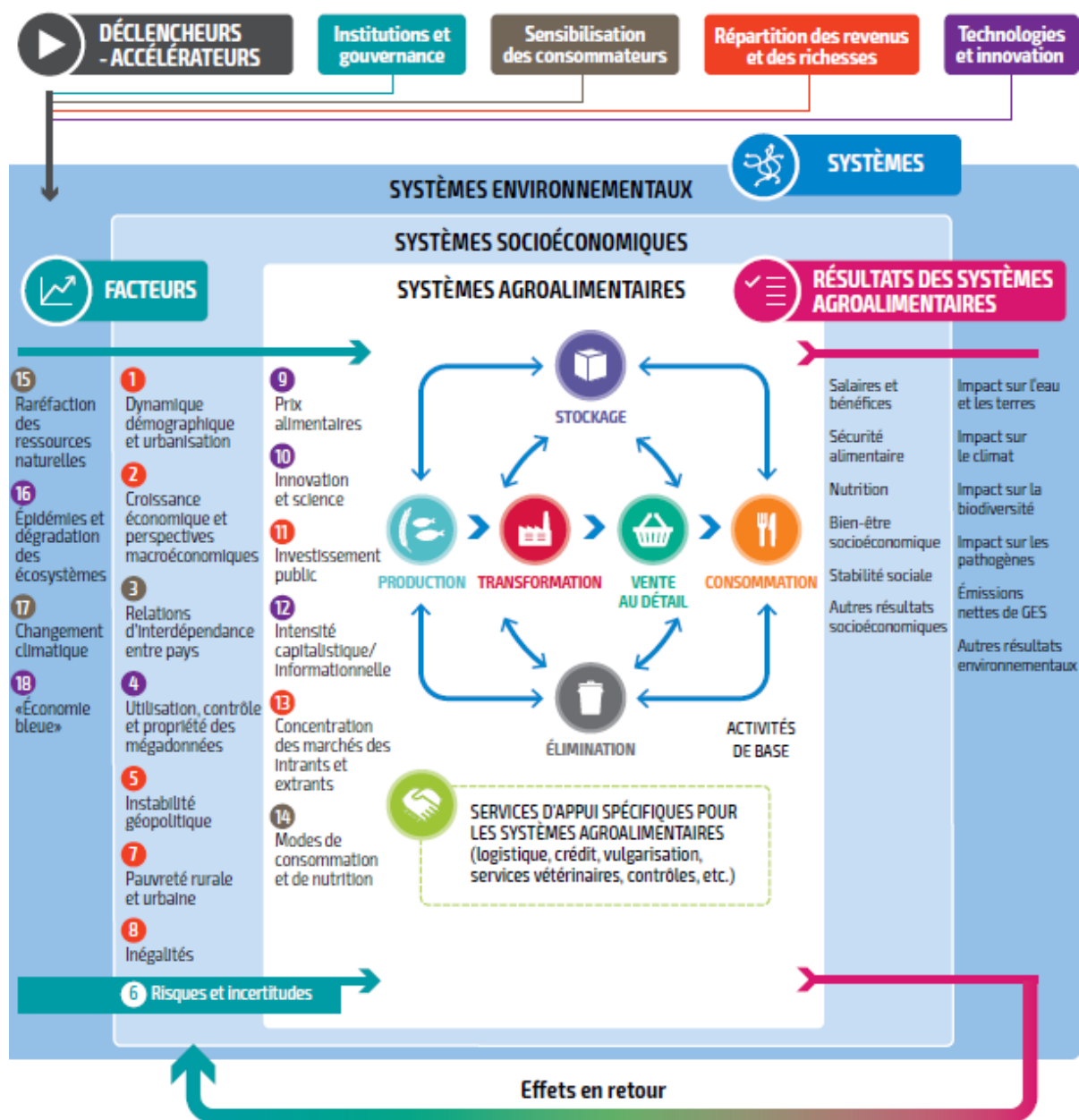
- a) les principaux moteurs (forces motrices) des systèmes agroalimentaires;
- b) les signaux faibles des scénarios possibles<sup>3</sup>;
- c) les scénarios possibles pour l'avenir fondés sur les signaux faibles;
- d) les déclencheurs de transformation – domaines d'action prioritaires susceptibles de transformer les systèmes agroalimentaires;
- e) les solutions stratégiques et les politiques permettant d'activer les principaux déclencheurs de transformation.

13. La présente note expose les résultats obtenus à ce jour dans le cadre de l'exercice de prospective régionale et invite les membres et les autres parties prenantes régionales à s'engager davantage dans le domaine de la prospective stratégique.

---

<sup>3</sup> Dans les études prospectives, l'expression «signaux faibles», empruntée aux systèmes d'alerte rapide stratégique, fait référence à des événements qui pourraient prendre de l'ampleur et être déterminants pour l'avenir, ou bien s'atténuer et devenir négligeables.

**Figure 1**  
Systèmes agroalimentaires: principaux moteurs, activités, effets et déclencheurs de transformation



*Note:* Les systèmes agroalimentaires (fond blanc au centre) s'inscrivent dans le contexte plus large des systèmes socioéconomiques et environnementaux (fonds bleu ciel et bleu foncé). Les moteurs (partie gauche du graphique) influencent les résultats des systèmes agroalimentaires (partie droite). Les déclencheurs de transformation (en haut) influencent les systèmes agroalimentaires en raison de leurs incidences sur certains moteurs.

*Source:* FAO. 2022. *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation*<sup>4</sup>. Rome, sur la base du [modèle F4F](https://www.fao.org/3/cc1024fr/cc1024fr.pdf)<sup>5</sup>.

<sup>4</sup> <https://www.fao.org/3/cc0959en/cc0959en.pdf> (en anglais). Résumé en français:

<https://www.fao.org/3/cc1024fr/cc1024fr.pdf>.

<sup>5</sup> <https://foresight4food.net/food-systems-model/>.

## I.2. Moteurs des systèmes agroalimentaires dans la région

14. À l'issue de différentes consultations et à partir des 18 moteurs mondiaux des systèmes agroalimentaires analysés dans le rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*, les experts régionaux ont défini des moteurs prioritaires aux niveaux régional et sous-régional<sup>6</sup> (Tableau 1).

**Tableau 1**

**Moteurs prioritaires des systèmes agroalimentaires dans les régions Amérique du Sud, Mésoamérique et Caraïbes**

Moteur	Intitulé	Amérique du Sud	Mésoamérique	Caraïbes
1	Dynamique démographique et urbanisation			
2	<b>Croissance économique et stabilité macroéconomique</b>			
3	Relations d'interdépendance entre pays			
4	Mégadonnées			
5	Instabilité géopolitique et conflits			
6	Risques et incertitudes			
7	<b>Pauvreté rurale et pauvreté urbaine</b>			
8	<b>Inégalités</b>			
9	Prix des produits alimentaires			
10	Innovation et science			
11	Investissements dans les systèmes agroalimentaires			
12	Intensité capitalistique et informationnelle des processus de production			
13	Concentration des marchés			
14	Modes de consommation et de nutrition			
15	Pénurie et dégradation des ressources naturelles			
16	Épidémies et dégradation des écosystèmes			
17	<b>Changement climatique</b>			
18	Économies océaniques durables			

Importance

Élevée
Moyenne
Faible

Source: FAO. 2024. *Rapport de prospective régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes*. En cours de rédaction. Non publié.

<sup>6</sup> Dans les analyses de la région Amérique latine et Caraïbes menées dans le cadre de l'exercice de prospective régionale, les pays à revenu faible et intermédiaire étaient regroupés au niveau sous-régional. Les trois sous-régions étudiées sont: l'Amérique du Sud (Argentine, Bolivie [État plurinational de], Brésil, Colombie, Équateur, Paraguay, Pérou et Venezuela [République bolivarienne du]), la Mésoamérique (Costa Rica, Cuba, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua et République dominicaine) et les Caraïbes (Belize, Dominique, Grenade, Haïti, Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Suriname). Les pays à revenu élevé de la région sont regroupés avec les pays à revenu élevé du reste du monde. La liste des pays faisant partie des ensembles sous-régionaux figure dans le tableau de bord relatif à *L'Avenir de l'alimentation et de l'agriculture*. Les principales contributions concernant la région ont été obtenues au moyen de consultations menées au Bureau régional (RLC), mais les spécificités sous-régionales ont été mise en évidence lors de réunions organisées par les bureaux sous-régionaux pour la Mésoamérique et pour les Caraïbes (SML et SLC, respectivement).

15. Les moteurs prioritaires sont (2) la croissance économique, la transformation structurelle et la stabilité macroéconomique; (7 et 8) la pauvreté rurale et urbaine et les inégalités; et (17) le changement climatique. En outre, une grande place a été accordée à la dynamique démographique, à l'instabilité géopolitique, aux interdépendances entre pays, aux investissements dans les systèmes agroalimentaires, aux modes de consommation et de nutrition et aux ressources naturelles.

### I.3. Moteurs clés et signaux faibles connexes

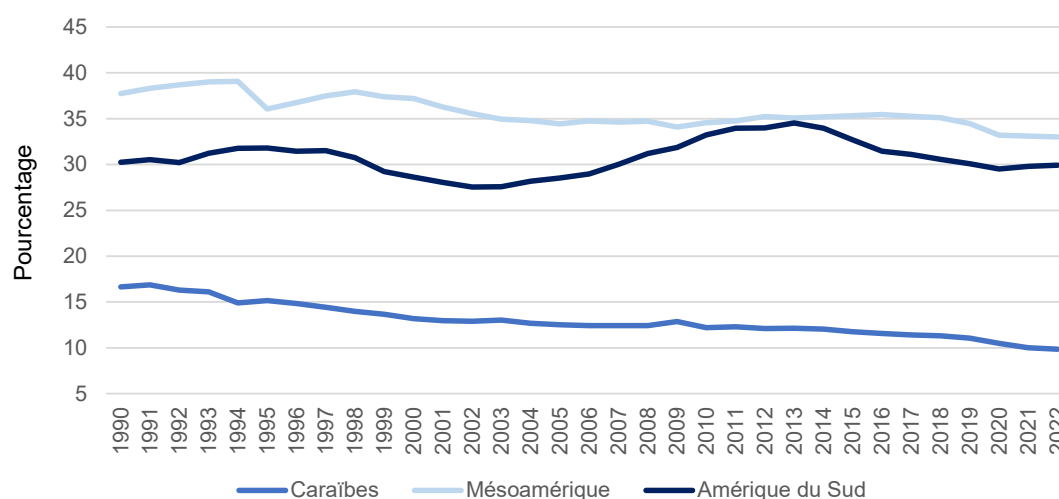
16. Ces moteurs, leurs tendances et leurs interactions ont été analysés aux niveaux régional et sous-régional dans le but de compléter les avis des experts et de déterminer les «signaux faibles» des scénarios possibles. Le tableau de bord des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture* a facilité les analyses quantitatives. Les principaux résultats préliminaires sont synthétisés ci-après<sup>7</sup>.

#### *Croissance économique, transformation structurelle et stabilité macroéconomique*

17. Le ralentissement de la croissance après une montée en flèche des prix des produits, associé à la croissance démographique, a entraîné une baisse de la croissance du produit intérieur brut (PIB) par habitant, ce qui a compromis la convergence avec les pays à revenu élevé (figure 2). Les sous-régions présentent divers types de divergences avec les pays à revenu élevé, lesquelles peuvent s'expliquer par leurs différentes structures économiques, disponibilités en matière de ressources et difficultés actuelles.

18. La région est un des principaux producteurs et exportateurs mondiaux de produits agricoles. En Amérique du Sud et en Mésoméridie, la structure économique est axée sur les secteurs produisant des marchandises destinées à l'exportation et la croissance économique est généralement liée à l'évolution des prix de ces produits. Dans les Caraïbes, en revanche, la croissance est fortement tributaire du tourisme et est limitée par le manque de diversification économique, le fort taux d'endettement et une grande dépendance aux importations de produits alimentaires. Les exportateurs et importateurs nets de produits agroalimentaires sont extrêmement vulnérables aux aléas climatiques et aux crises agricoles.

**Figure 2**  
Niveau du PIB par habitant par rapport aux pays à revenu élevé (1990-2022)



Note: Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats régionaux et sous-régionaux.

Source: Auteurs du présent document, sur la base des *Indicateurs du développement dans le monde* de la Banque mondiale consultés au moyen du tableau de bord des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*.

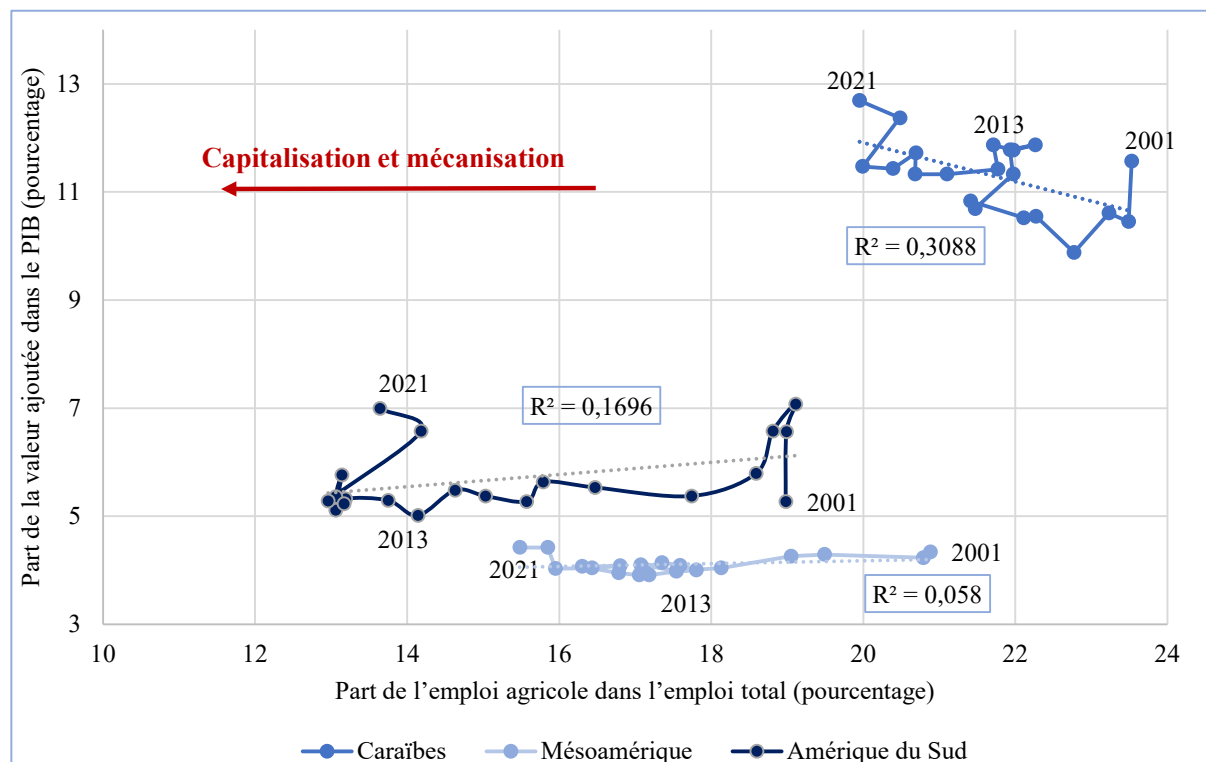
<sup>7</sup> La présente note d'information reprend certains exemples préliminaires de moteurs analysés. Les analyses seront disponibles en intégralité dans le rapport de prospective régionale, qui est en cours d'élaboration dans le cadre de l'exercice de prospective régionale.



19. L'emploi agricole a diminué car les travailleurs se sont tournés vers les secteurs de l'industrie et des services, en particulier le tourisme dans les Caraïbes. Dans les pays à revenu plus élevé, notamment le Chili et l'Uruguay, les taux d'emploi agricole sont tombés au même niveau que dans les pays à revenu élevé, tandis que dans le reste des pays de la région Amérique latine et Caraïbes, le travail agricole est encore important (figure 3). La part de la valeur ajoutée agricole dans le PIB a augmenté ces 10 dernières années. Depuis 2013, en particulier dans les pays du Cône Sud, on assiste à une «reprimarisation» de l'économie<sup>8</sup>. Le fléchissement de l'emploi s'explique par la mécanisation et la capitalisation.

**Figure 3**

**Part de la valeur ajoutée agricole dans le PIB et part de l'emploi agricole (2001-2021)**



Note: Les lignes pointillées représentent des régressions linéaires.  $R^2$  correspond aux coefficients de détermination liés aux tendances linéaires et varie de 0 à 1.  $R^2$  est obtenu en calculant par régression la part de l'emploi agricole dans l'emploi total par rapport à la part de la valeur ajoutée agricole. Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats régionaux et sous-régionaux.

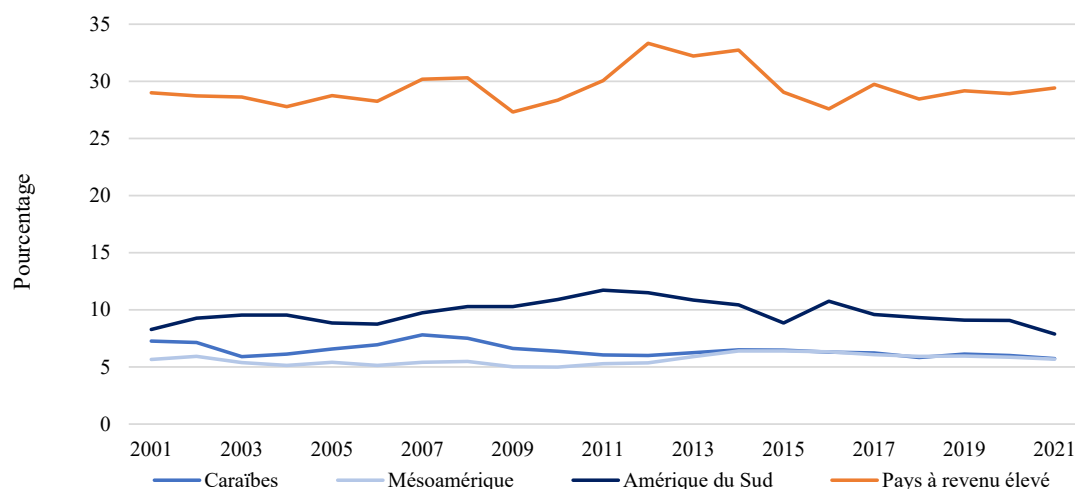
Source: Auteurs du présent document. Les données concernant l'emploi sont tirées d'ILOSTAT et celles sur la valeur ajoutée (agriculture, forêts et pêches) et le PIB sont tirées de FAOSTAT, consultés au moyen du tableau de bord des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*.

20. Pour la région Amérique latine et Caraïbes, le rapport entre l'investissement dans l'ensemble de l'économie et le PIB est très faible. De même, la formation brute de capital dans l'agriculture a également stagné (figure 4), en étroite corrélation avec les prix des produits.

<sup>8</sup> La notion de «reprimarisation» a été mise en évidence dans différentes publications, notamment: Organisation de coopération et de développement économiques/Banque de développement de l'Amérique latine/Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). 2018. *Latin American Economic Outlook 2018: Rethinking Institutions for Development*. Éditions de l'OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/leo-2018-en>; et Ocampo, J.A. 2017. *Commodity-led development in Latin America*. Dans: *Alternative pathways to sustainable development: Lessons from Latin America* (p. 51-76). Brill Nijhoff, <https://journals.openedition.org/poldev/2354>.



**Figure 4**  
**Formation brute de capital fixe agricole par unité de valeur ajoutée agricole (1995-2021)**

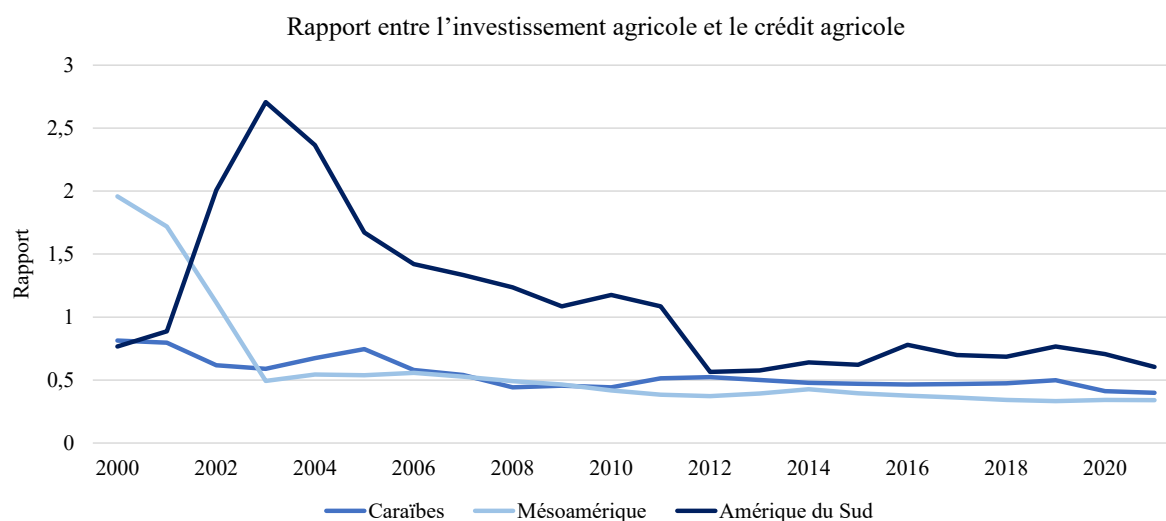


*Note:* Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats sous-régionaux. Le groupe des pays à revenu élevé comprend l'intégralité des pays à revenu élevé dans le monde.

*Source:* Auteurs du présent document, sur la base de FAOSTAT, consulté au moyen du tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*.

21. Dans toutes les sous-régions, il est crucial de financer les investissements dans les systèmes agroalimentaires. La part du crédit agricole et le rapport entre l'investissement et le crédit ont diminué, ce qui montre que la proportion du crédit consacré à l'investissement a reculé (figure 5). En outre, l'indice d'orientation agricole du crédit indique une baisse (figure 6).

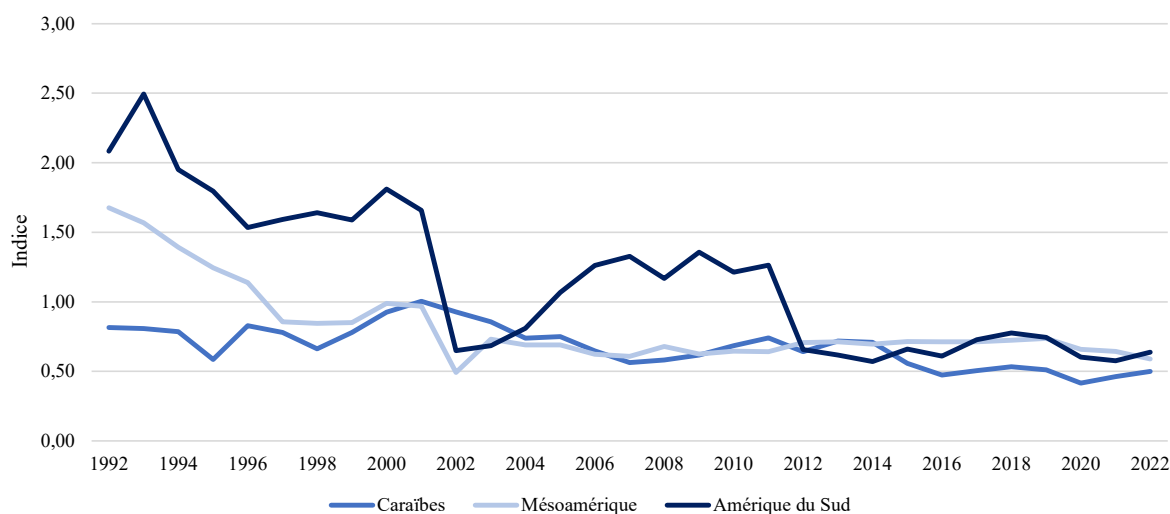
**Figure 5**  
**Rapport entre l'investissement agricole et le crédit agricole (2000-2021)**



*Note:* Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats régionaux et sous-régionaux. Les pays à revenu élevé de la région ont été regroupés avec les pays à revenu élevé du reste du monde. Le rapport a été calculé à l'aide de données exprimées en USD actuels en valeur nominale.

*Source:* Auteurs du présent document, sur la base de FAOSTAT, consulté au moyen du tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*.

**Figure 6**  
**Indice d'orientation agricole du crédit (1991-2021)**



*Note:* Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats régionaux et sous-régionaux. Les pays à revenu élevé de la région ont été regroupés avec les pays à revenu élevé du reste du monde. L'indice d'orientation agricole du crédit est défini comme étant le rapport entre la part du crédit agricole et le crédit total, divisé par la part de l'agriculture dans le PIB, étant entendu que l'agriculture comprend les cultures, la sylviculture, la pêche et la chasse.

*Source:* Auteurs du présent document, sur la base de FAOSTAT, consulté au moyen du tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*.

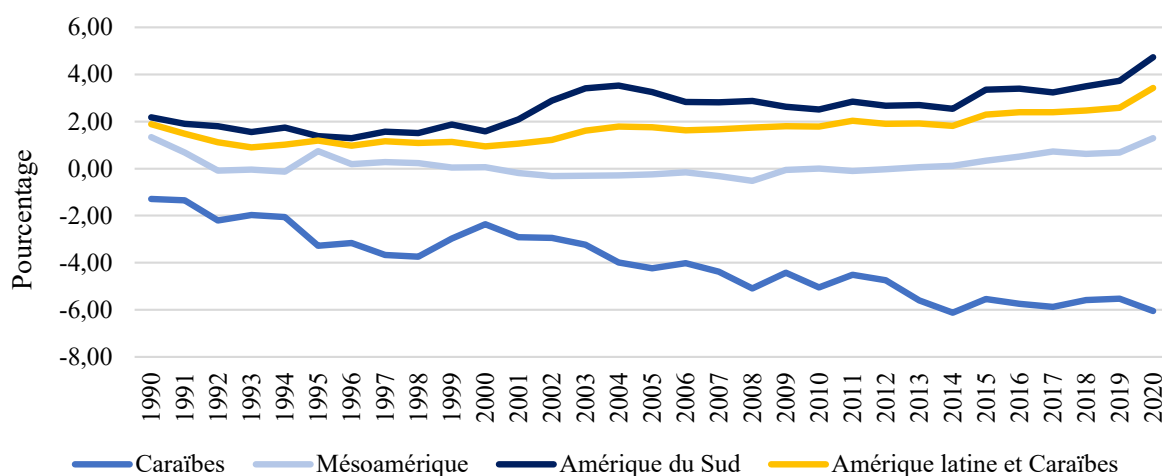
22. **Signaux faibles des scénarios possibles.** La faiblesse de la croissance économique et du PIB par habitant pourrait compromettre la transition vers des systèmes agroalimentaires plus durables si elle limite la marge budgétaire permettant de financer la recherche publique et empêche de rediriger l'investissement privé vers les technologies durables, tandis que les crises géopolitiques et l'aggravation du changement climatique pourraient fragiliser encore plus les stratégies de développement inclusives et durables. La hausse considérable de la part de la valeur ajoutée agricole ces 10 dernières années suggère que l'agriculture pourrait trouver un nouveau souffle, qui passerait probablement par une diminution de l'emploi. Une partie des travailleurs se sont tournés vers les secteurs de l'industrie et des services, mais cette situation pourrait également entraîner une augmentation des migrations internationales.

### **Relations d'interdépendance entre pays**

23. Une croissance économique modeste, les tensions sociales et les inégalités sur le plan de la répartition des revenus entraînent des migrations intra- et interrégionales, tandis que l'absence de transformation structurelle engendre une dépendance croissante à l'agriculture et une faible diversification des exportations. Certains facteurs sont à l'origine d'interdépendances fortes entre pays au sein et en dehors de la région. La région Amérique latine et Caraïbes, en particulier l'Amérique du Sud, enregistre une forte hausse des excédents dans sa balance des échanges agricoles, principalement depuis le début des années 2000 (figure 7). En effet, en Amérique du Sud, les exportations agricoles représentent une part croissante des exportations totales (figure 8). En revanche, les pays des Caraïbes dépendent de plus en plus des importations agroalimentaires<sup>9</sup>, ce qui les expose à des niveaux de vulnérabilité plus élevés car ils doivent mobiliser des ressources en devises étrangères pour payer des importations alimentaires de plus en plus nombreuses et plus coûteuses.

<sup>9</sup> Selon les calculs effectués au moyen de données de [World Integrated Trade Solution](#) (Banque mondiale) et de l'[Observatory of Economic Complexity](#) (OEC) datant de 2021, même si les États-Unis d'Amérique ont traditionnellement été un partenaire commercial important, près de la moitié des produits agroalimentaires de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) sont importés de pays de la région Amérique latine et Caraïbes.

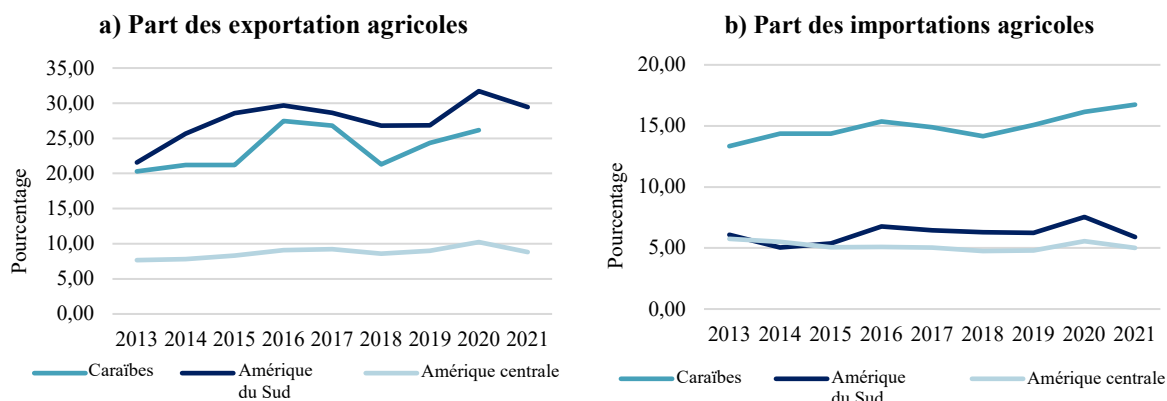
**Figure 7**  
**Part de la balance commerciale des produits agricoles dans le PIB (1990-2020)**



*Note:* Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats régionaux et sous-régionaux. Les pays à revenu élevé de la région ont été regroupés avec les pays à revenu élevé du reste du monde. Pour obtenir les exportations nettes, on calcule la différence entre les exportations et les importations, toutes deux exprimées en USD actuels; elles sont pondérées en fonction du revenu national brut en USD actuels.

*Source:* Auteurs du présent document, sur la base de FAOSTAT, consulté au moyen du tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*; Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2024), Base de données des prix à la consommation.

**Figure 8**  
**Part des a) exportations agricoles et des b) importations agricoles dans le total des exportations et des importations (2013-2021)**

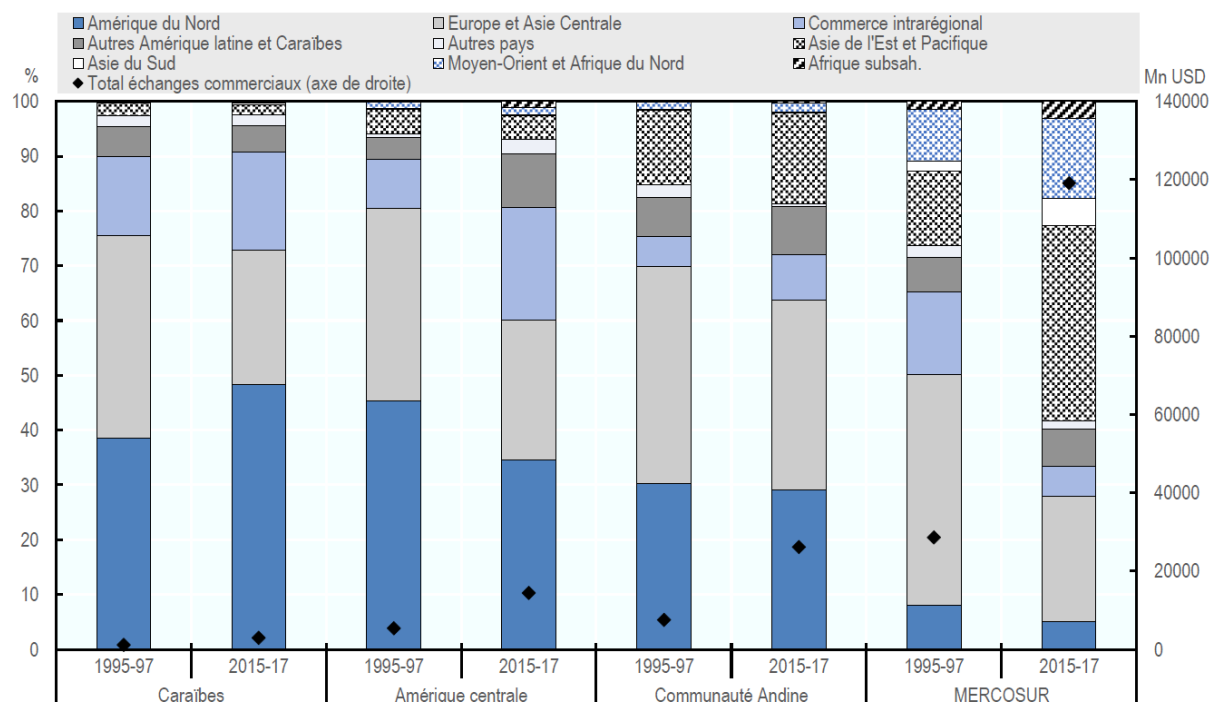


*Note:* Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats régionaux et sous-régionaux. Les pays à revenu élevé de la région ont été regroupés avec les pays à revenu élevé du reste du monde. Les parts sont calculées à l'aide de données exprimées en valeur nominale.

*Source:* Auteurs du présent document, sur la base de FAOSTAT, consulté au moyen du tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*.

24. La région exporte des produits primaires à faible valeur ajoutée, qui sont transformés à l'étranger puis réimportés dans la région. La concentration toujours plus grande des partenaires commerciaux est inquiétante, car les flux commerciaux ont connu d'importants changements ces dernières décennies (figure 9). Les pays asiatiques, en particulier la Chine, sont devenus des destinations de plus en plus importantes pour les exportations agricoles de l'Amérique latine et des Caraïbes.

**Figure 9**  
**Évolution des exportations agricoles de l'Amérique latine et des Caraïbes par pays de destination (1995-2017)**



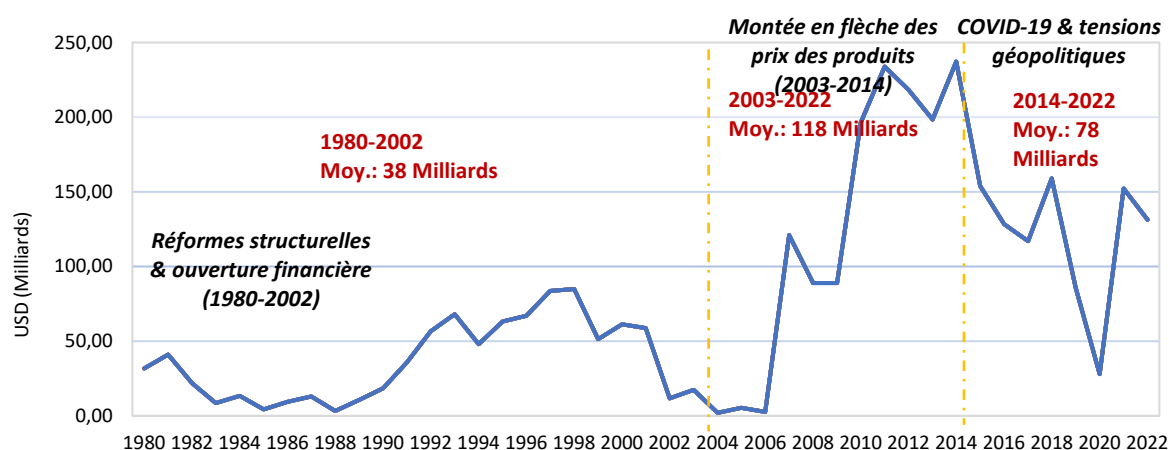
*Note:* Les régions correspondent aux définitions de la Banque mondiale, c'est-à-dire que l'Amérique du Nord comprend les Bermudes, le Canada et les États-Unis d'Amérique. Les échanges intrarégionaux font référence au commerce au sein de la région. «Autres ALC» correspond à la région Amérique latine et Caraïbes moins la région indiquée dans l'axe des abscisses.

*Source:* OCDE-FAO. 2018. *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2018-2027*.

[https://doi.org/10.1787/agr\\_outlook-2018-fr](https://doi.org/10.1787/agr_outlook-2018-fr).

25. Historiquement, les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes ont connu des cycles de forte expansion et de gros ralentissement des flux de capitaux internationaux (figure 10), ce qui a rendu les économies de plus en plus tributaires des flux financiers venant de l'étranger, en particulier concernant les flux à court terme. L'accumulation croissante de dette est due à des interdépendances en matière de compte de capital avec les autres régions du monde (figure 11), en particulier dans les Caraïbes, la sous-région la plus endettée.

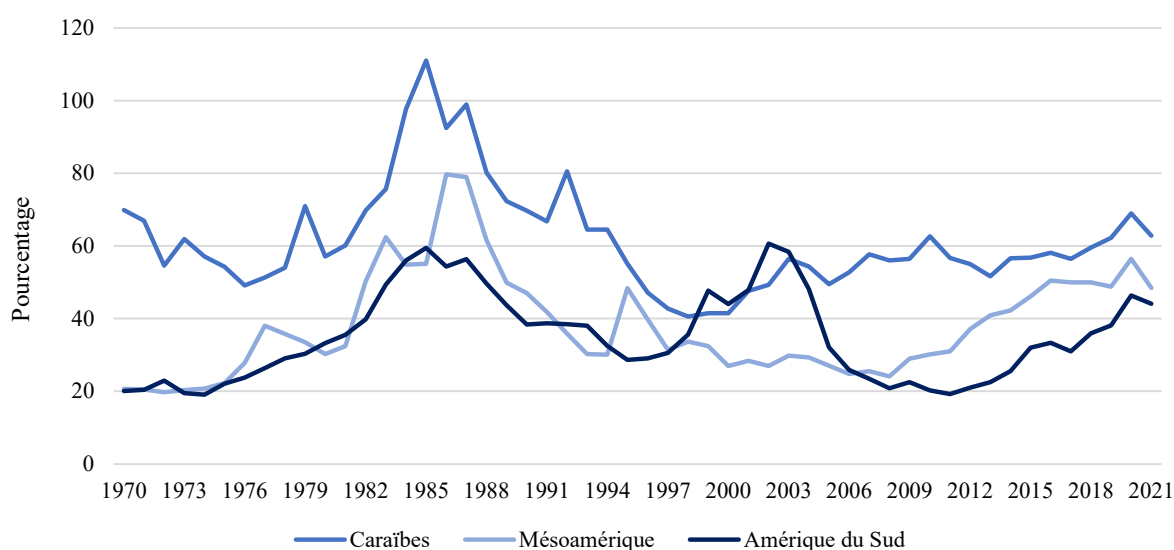
**Figure 10**  
**Afflux de capitaux étrangers nets et principaux événements, en USD actuels, (1980-2022)**



*Note:* Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats régionaux. Le groupe des pays à revenu élevé comprend l'intégralité des pays à revenu élevé dans le monde.

*Source:* Auteurs du présent document, sur la base de CEPALSTAT, consulté au moyen du tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*.

**Figure 11**  
**Dettes extérieures par rapport au revenu national brut (1970-2021)**



*Note:* Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats régionaux et sous-régionaux. Les pays à revenu élevé de la région ont été regroupés avec les pays à revenu élevé du reste du monde. Le rapport est calculé à l'aide données exprimées en valeurs nominales.

*Source:* Auteurs du présent document, sur la base de données de la Banque mondiale consultées au moyen du tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*.

26. En Mésoamérique et dans les Caraïbes, les envois de fonds sont une importante source de financement, qui contribue à la consommation et à l'investissement privés. Toutefois, la dépendance à l'égard des flux migratoires et de la situation économique des pays hôtes met en évidence le rôle que jouent les envois de fonds en tant que facteur des interdépendances entre pays.

27. **Signaux faibles des scénarios possibles.** Étant donné que la région Amérique latine et Caraïbes dépend d'exportations spécifiques et de partenaires commerciaux primordiaux, les crises mondiales pourraient avoir des répercussions directes sur les exportations et la croissance globale. Compte tenu du fait qu'il est urgent de mettre en place des chaînes de valeur durables, les exportations pourraient

être freinées par les nouvelles politiques en matière d'exigences environnementales adoptées par les pays consommateurs de produits, notamment le règlement européen sur les produits associés à la déforestation, mis en place en 2023 par la Commission européenne, et la réglementation sur les produits exposant les forêts à un risque, mise en place par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dans le cadre de sa loi sur l'environnement de 2021. Une croissance faible et de l'inflation dans les principaux pays exportateurs pourraient faire grimper les prix alimentaires et accroître la vulnérabilité dans les Caraïbes. De mauvaises conditions de travail, les marchés informels, la violence et le changement climatique pourraient avoir des incidences sur les envois de fonds et engendrer des mouvements migratoires supplémentaires et une dépendance économique accrue en Mésoamérique et dans les Caraïbes.

### ***Changement climatique***

28. Dans toute la région, des éléments attestent des effets cumulés du changement climatique, qui fait diminuer les rendements agricoles, modifie les régimes pluviométriques et exacerbe les effets des phénomènes extrêmes, provoquant ainsi des dégâts économiques considérables<sup>10</sup>.

29. En Mésoamérique, les sécheresses ont fait baisser les rendements agricoles, notamment ceux du maïs, dont la culture joue un rôle fondamental dans la sécurité alimentaire. Les Caraïbes ont subi de considérables pertes économiques en raison de la fréquence accrue des catastrophes naturelles, ces phénomènes extrêmes ayant provoqué des pénuries alimentaires et des hausses des prix qui ont principalement touché les populations les plus vulnérables. En Amérique du Sud et en Mésoamérique, les variations des conditions climatiques ont eu des répercussions sur la qualité et la quantité de la production des cultures d'exportation, notamment le café et le soja, ce qui a pesé sur la compétitivité de ces produits sur le marché mondial.

30. Les systèmes économiques régionaux dépendent fortement des énergies fossiles. Le changement d'affectation des terres, en particulier le déboisement au profit de l'agriculture et de l'élevage, reste le facteur le plus fréquent des émissions de gaz à effet de serre dans les systèmes agroalimentaires. La région Amérique et Caraïbes est celle dans laquelle le plus de pesticides sont utilisés<sup>11</sup>, ce qui représente une menace pour la biodiversité. Dans l'ensemble de la région, les pratiques agricoles varient considérablement, ce qui laisse à penser que les innovations durables ne sont pas généralisées.

31. **Signaux faibles des scénarios possibles.** Pour faire face à la demande croissante de produits agricoles, la région risque de devoir recourir fortement aux pesticides et au déboisement. Les effets du changement climatique, que ce soit dans la production agricole ou en termes d'inondations, de sécheresses, de régimes pluviométriques ou de fréquence des catastrophes naturelles, pourraient bien perdurer. La hausse des investissements dans les mesures d'atténuation et d'adaptation au sein du secteur agricole est tout sauf garantie.

### ***Réduction de la pauvreté, inégalités et nutrition***

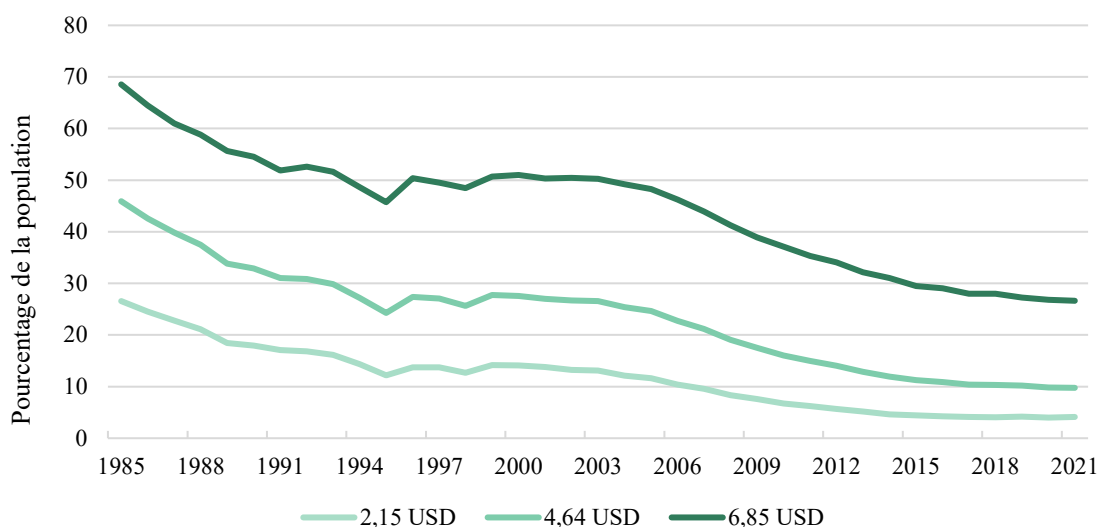
32. Les taux de pauvreté ont constamment reculé ces dernières décennies, mais la situation a cessé de s'améliorer depuis quelques années (figure 12). La région reste prise dans un engrenage structurel de faible croissance et de hauts niveaux de pauvreté et enregistre les taux d'inégalités les plus élevés du monde.

---

<sup>10</sup> CEPALC. *The economics of climate change in Latin America and the Caribbean, 2023: financing needs and policy tools for the transition to low-carbon and climate-resilient economies* (LC/TS.2023/154), Santiago, 2023.

<sup>11</sup> FAO. 2022. Pesticides use, pesticides trade and pesticides indicators – Global, regional and country trends, 1990-2020. Résumé analytique FAOSTAT n° 46. Rome.  
<https://www.fao.org/documents/card/en?details=cc0918en>.

**Figure 12**  
**Taux de pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes (1985-2021)**

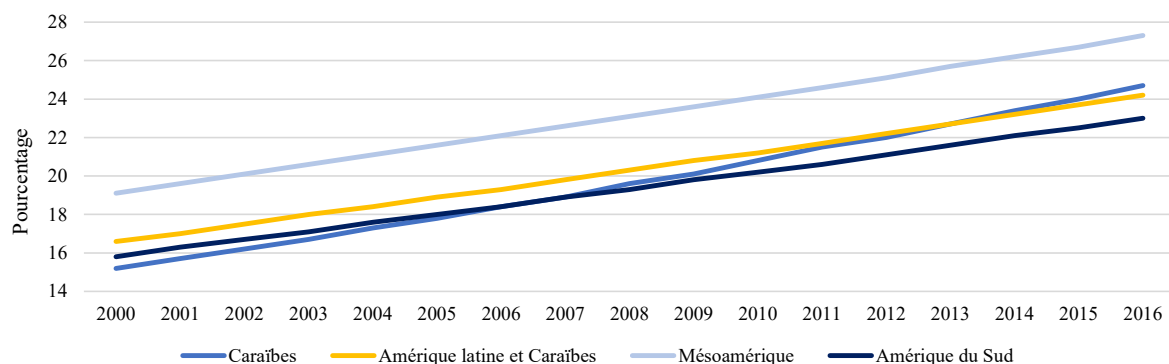


*Note:* Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats régionaux et sous-régionaux. Les pays à revenu élevé de la région ont été regroupés avec les pays à revenu élevé du reste du monde. Il n'y a pas de données disponibles pour la plupart des pays des Caraïbes.

*Source:* Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde. 2023. Consulté au moyen du tableau de bord des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*.

33. La faim a touché 6,5 pour cent de la population régionale en 2023. Toutefois, ce chiffre est presque trois fois plus élevé dans les Caraïbes. En outre, la région a connu une hausse inquiétante des taux de surpoids et d'obésité, aussi bien chez les enfants que chez les adultes (figure 13), taux qui dépassent les moyennes mondiales, et les coûts d'une alimentation saine y sont les plus élevés du monde. L'insécurité alimentaire touche de manière disproportionnée les femmes, notamment parce que les disparités perdurent entre les femmes et les hommes en matière d'emploi.

**Figure 13**  
**Obésité dans la population adulte (2000-2016)**



*Note:* Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats régionaux et sous-régionaux. Les pays à revenu élevé de la région ont été regroupés avec les pays à revenu élevé du reste du monde. Pour la plupart des pays des Caraïbes, les données n'étaient pas disponibles.

*Source:* Banque mondiale. *Indicateurs du développement dans le monde* – 2023. Consulté au moyen du tableau de bord des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*<sup>12</sup>.

<sup>12</sup> FAO, Fonds international du développement agricole (FIDA), Organisation panaméricaine de la santé (OPS), Programme alimentaire mondial (PAM) et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). 2023. *Latin America and the Caribbean – Regional Overview of Food Security and Nutrition 2023: Statistics and Trends*. Santiago. <https://doi.org/10.4060/cc8514en>.



34. **Signaux faibles des scénarios possibles.** Étant donné le faible niveau de création d'emplois, la nature fréquemment informelle du marché du travail et les inégalités persistantes, il pourrait être difficile de continuer à faire reculer la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Toutes les formes de malnutrition pourraient perdurer en l'absence de transformations profondes des systèmes économiques, sociaux et agroalimentaires, tandis que l'obésité et ses coûts inhérents pourraient prendre de l'importance au fil du temps.

#### **I.4. Scénarios possibles concernant l'avenir des systèmes agroalimentaires**

35. L'exercice de prospective régionale s'articule autour des quatre scénarios mondiaux établis par la FAO pour l'avenir des systèmes agroalimentaires, socioéconomiques et environnementaux, lesquels décrivent de manière plus nuancée les perspectives envisageables afin de faire ressortir les principales spécificités régionales<sup>13</sup>. Les quatre scénarios de l'exercice de prospective régionale, qui présentent une vision rétrospective et se veulent représentatifs d'un ensemble presque infini d'avenirs possibles, sont résumés ci-après (tableau 2).

**Tableau 2**  
**Descriptifs rétrospectifs des scénarios possibles concernant l'avenir des systèmes agroalimentaires**

**Rien ne change.** Les pays ont fait face à des fluctuations économiques et l'on a privilégié les mesures à court terme, qui étaient souvent motivées par des intérêts privés. Le nationalisme et les conflits liés à une ou des ressource(s) ont empêché d'accomplir des progrès, situation qui a été aggravée par la faible autonomisation des citoyens et une coopération régionale fragmentée. La volatilité des prix alimentaires a perduré sur fond de catastrophes et de conflits dans le monde, tandis que le trafic de stupéfiants a continué d'influer sur les relations de pouvoir et la prise de décisions. Les disparités entre les femmes et les hommes se sont lentement réduites, mais les taux de chômage sont restés élevés. Le changement climatique a eu des répercussions sur la production alimentaire et a provoqué des migrations rurales vers les zones urbaines, tandis que les ressources naturelles ont continué à s'amenuiser. Les communautés d'ascendance africaine et les peuples autochtones n'ont pas bénéficié de politiques sur mesure et les savoirs ancestraux se sont progressivement perdus. Les populations ont continué à ne pas s'alimenter sainement, ce qui a fait augmenter l'obésité et les maladies non transmissibles. Le manque d'accès à la technologie a marginalisé davantage les populations vulnérables, ce qui a exacerbé la pauvreté, les inégalités et l'insécurité alimentaire, alors que la population vieillissait. Globalement, l'insuffisance des efforts des gouvernements et de la société civile a entraîné une dégradation de la durabilité des systèmes agroalimentaires et de mauvaises conditions de vie pour un grand nombre de personnes, ce qui a accru le risque de défaillances systémiques à long terme.

**Avenir ajusté.** La gouvernance des systèmes socioéconomiques s'est légèrement améliorée, malgré le manque de coordination des efforts multisectoriels. Le développement économique était fragile, en raison de l'utilisation croissante de technologies non durables due à l'absence d'investissements suffisants dans la recherche-développement. Les politiques budgétaires ont été mieux conçues, mais leur mise en œuvre est restée compliquée. Les disparités en matière de disponibilités alimentaires se sont réduites, le Cône Sud prospérant tandis que les Caraïbes étaient confrontés à des difficultés. Le budget consacré aux urgences climatiques a augmenté, ce qui a empêché d'investir. Des mesures d'atténuation et d'adaptation ont été mises en œuvre, mais pas de manière intégrée, ce qui a limité leur impact. La conscience des risques a suscité des investissements modérés, mais principalement en faveur des gros producteurs. L'intelligence artificielle (IA) s'est généralisée, mais a fait augmenter le chômage. Les programmes sociaux ont gagné en pertinence, mais sans que l'on parvienne à une couverture intégrale. Les jeunes ont été encouragés à travailler dans le secteur agroalimentaire afin d'assurer le remplacement de la génération précédente, mais cela n'a pas été suffisant. Dans

<sup>13</sup> Dans ce contexte, l'expression «long terme» renvoie à la période allant de 2030 à 2100.

l'ensemble, le bien-être des populations s'est quelque peu amélioré à court et moyen termes, mais le manque de transformations profondes n'a pas permis de pérenniser ces réalisations à long terme.

**Course à l'abîme.** Le pouvoir était concentré dans les mains des élites, qui ont privilégié des programmes politiques servant leurs intérêts. La gouvernance s'est détériorée et la pauvreté, les inégalités, la violence et la faim se sont aggravées. La polarisation politique a entraîné des conflits territoriaux, ce qui a empêché la collaboration entre les pays. Les pays se sont livrés à une course à l'énergie et aux ressources naturelles. L'affaiblissement de l'économie a creusé les déficits budgétaires, ce qui a freiné le développement socioéconomique. L'augmentation des phénomènes météorologiques néfastes a provoqué de la pauvreté, des famines, la destruction d'infrastructures, des épidémies et des dégâts environnementaux irréversibles, ce qui a déclenché des migrations et des conflits liés à l'eau. Les violences liées aux terres et aux ressources se sont intensifiées. Les systèmes agroalimentaires se sont effondrés parce que la production n'était pas durable et que la génération précédente n'a pas été remplacée, ce qui a abouti à la production d'aliments pauvres en nutriments et à une insécurité alimentaire généralisée. En matière de nutrition, on a dû compter sur des compléments alimentaires, ce qui a créé de nouvelles dépendances. Les petits producteurs n'ont pas bénéficié de l'investissement et de la technologie, tandis que la fuite des cerveaux a limité les progrès. Seules les entreprises multinationales avaient accès à l'IA, ce qui leur a procuré des avantages comparatifs et a exclu les petits agriculteurs des chaînes de valeur. La mauvaise santé et le faible niveau d'éducation des populations ont eu des conséquences sur le travail. Les minorités ont perdu des droits et les violences sexistes ont augmenté massivement. En fin de compte, des décisions très mal inspirées ont donné lieu à la concrétisation du pire scénario possible pour le monde, avec des conséquences quasiment irréversibles pour un très grand nombre de personnes et d'écosystèmes.

**Choix de la durabilité.** La transformation de la géopolitique et des dynamiques de pouvoir a redéfini le modèle de développement axé sur des systèmes agroalimentaires durables. La société a intégré la notion d'inclusion, qui s'est concrétisée grâce au renforcement de la coopération et de la gouvernance interinstitutionnelles, tandis que les comportements de recherche de rentes ont été pour la plupart évités. La prise de décisions s'est étendue au-delà de l'économie, ce qui a favorisé l'équité entre les genres et a réduit les écarts en matière d'éducation. Les politiques de complaisance à court terme ont été remplacées par des programmes de développement reposant sur des politiques à long terme. Les organisations multilatérales ont contribué à l'équilibre géopolitique, ce qui a favorisé les approches fondées sur les droits et non plus l'accumulation de capital. Les pays ont adopté des modèles économiques intégrés qui mettent l'accent sur la préservation de l'environnement et la transition vers une économie à bas carbone. La promotion d'aliments nutritifs et de pratiques agricoles intégrées climato-résilientes a permis de parvenir à la sécurité alimentaire, ce qui n'a pas empêché les entreprises agricoles, en particulier les multinationales exportant des produits agricoles, de repenser leur modèle d'activité. Les externalités ont été prises en compte dans les prix des aliments, mais les consommateurs ont renoncé à leurs habitudes de surconsommation. Les investissements publics et la recherche-développement ont été financés grâce à une réforme fiscale s'accompagnant d'une hausse des taxes sur les percentiles ayant les revenus les plus élevés. La pauvreté a été redéfinie en la dissociant des biens matériels. L'alimentation saine est devenue plus abordable, grâce à une répartition plus équitables des revenus et bien que les prix reflètent le véritable coût des aliments. Les peuples autochtones et les populations d'ascendance africaine participent sur un pied d'égalité aux prises de décisions et leurs droits fonciers sont reconnus. Globalement, les décisions non durables et mal inspirées ont été abandonnées au profit de l'inclusion, de la résilience et de la durabilité des systèmes agroalimentaires, socioéconomiques et environnementaux (voir la section VII).

## **I.5. Déclencheurs de transformation et options stratégiques**

36. Afin d'orienter les systèmes agroalimentaires vers la durabilité et la résilience, la FAO a défini quatre domaines prioritaires, ou «déclencheurs de transformation», qui doivent être activés au moyen de stratégies, de politiques et de changements de comportement: i) institutions et gouvernance; ii) sensibilisation des consommateurs (citoyens); iii) répartition des revenus et des richesses; et

iv) technologies et approches novatrices (figure 1, partie supérieure). Compte tenu de leur potentiel de transformation, ces déclencheurs devraient avoir des incidences sur l'ensemble des systèmes. En fonction de leur activation ou de leur désactivation, l'avenir pourrait ressembler à l'un des quatre scénarios de référence (tableau 3), tandis que les *quatre améliorations* auxquelles aspire la FAO – améliorations de la production, de la nutrition, de l'environnement et des conditions de vie – pourraient se concrétiser ou ne plus être d'actualité (figure 14).

**Tableau 3.**  
**Déclencheurs de transformation dans d'autres scénarios**

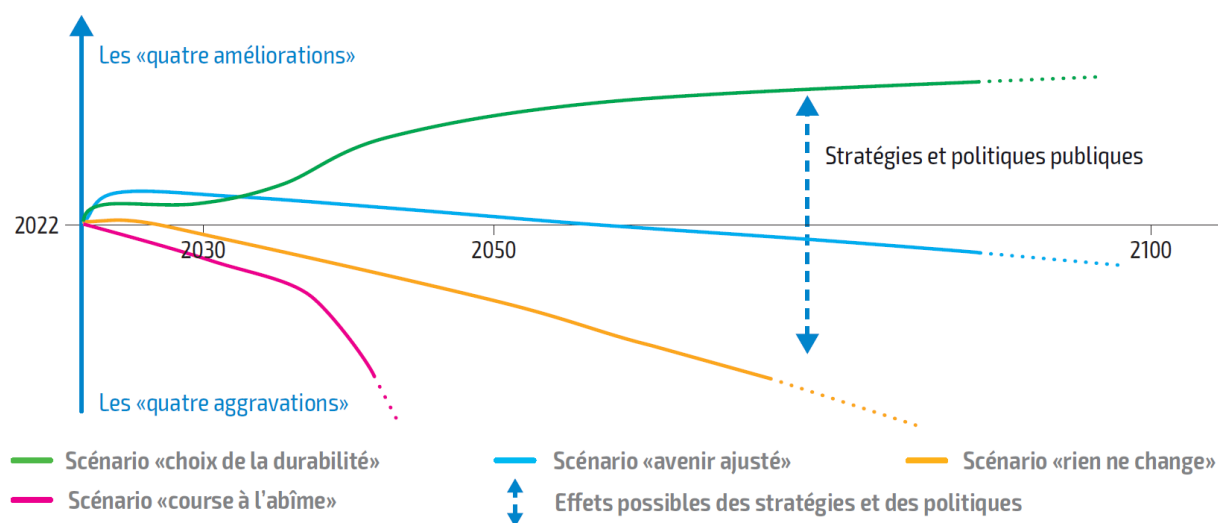
	Institutions et gouvernance	Sensibilisation des consommateurs (citoyens)	Répartition des revenus et des richesses	Technologies et approches novatrices
<b>Rien ne change</b>	Mauvaise gouvernance des questions mondiales; confusion des rôles entre le secteur public et le secteur privé.	Des approches parcellaires adoptées par quelques groupes n'ont qu'un effet limité, voire inexistant, sur la transformation.	Les inégalités, la faim, l'extrême pauvreté ne sont pas traitées; il existe des disparités entre les pays à revenu élevé et ceux à revenu faible.	Selon le modèle actuel (technologie à grande échelle et à faible coefficient de main-d'œuvre) CC 2100: 3+
<b>Avenir ajusté</b>	Mise en œuvre partielle du Programme 2030; des organismes privés remplissent des fonctions publiques.	Des groupes de pression fragmentés se concentrent sur le bien-être de certaines couches de la société ou de certains pays à faible revenu.	Actions volontaristes visant à lutter contre les situations les plus graves; faiblesse des systèmes fiscaux.	Principalement selon le modèle actuel; survie de la petite agriculture. CC 2100: 3-
<b>Course à l'abîme</b>	Vision à court terme; affaiblissement des règles; collusion entre les pouvoirs publics et les élites.	Le blanchiment écologique et le blanchiment social induisent les consommateurs en erreur; aucun système n'accorde d'importance aux citoyens.	Pas de taxes, pas de services – «sociétés stratifiées»; pauvreté accentuée dans les pays à revenu élevé et ceux à revenu faible ou intermédiaire.	Domination des économies extractives fondées sur des ressources épuisables. CC 2100: 4+
<b>Choix de la durabilité</b>	Gouvernance mondiale des phénomènes planétaires; répartition des pouvoirs; rôles clairement définis.	Les consommateurs renoncent à la consommation finale pour investir dans la transformation; les pays à revenu élevé concèdent de l'espace aux pays à revenu faible en ce qui concerne l'utilisation des ressources.	Système fiscal performant, prise en compte de nouveaux paramètres en matière de bien-être; moins de fuites économiques pour les pays à revenu faible.	Domination des stratégies efficaces en faveur de l'économie circulaire. CC 2100: 2-

*Note:* CC 2100: 3+ signifie que le scénario est compatible avec une augmentation supérieure à 3 degrés Celsius (°C) de la température moyenne mondiale par rapport à la période préindustrielle d'ici à 2100, en raison du changement climatique. Par analogie, 3-, 4+ et 2- correspondent respectivement à une baisse de 3 °C, à une hausse de 4 °C et à une baisse de 2 °C.

*Source:* D'après FAO. 2022. *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation*. Rome<sup>14</sup>.

<sup>14</sup> <https://www.fao.org/3/cc0959en/cc0959en.pdf> (en anglais). Résumé en français: <https://www.fao.org/3/cc1024fr/cc1024fr.pdf>.

**Figure 14**  
**Scénarios, stratégies publiques et politiques au service de la transformation.**



Source: FAO. 2022. *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Moteurs et déclencheurs de transformation*. Rome<sup>15</sup>.

37. Les conclusions préliminaires tirées des consultations régionales d'experts concernant les nuances régionales au sujet de ces déclencheurs et les difficultés liées à leur mise en œuvre, qui seront précisées au niveau national, sont brièvement présentées ci-après<sup>16</sup>:

- a) **Institutions et gouvernance.** Les options stratégiques consistent à favoriser les partenariats entre les institutions, les entreprises et la société civile, à lever les obstacles politiques qui entravent l'intégration régionale et la gouvernance responsables de droits fonciers inclusifs. Il est essentiel de réduire les risques associés à la décarbonation, d'inciter les pays qui produisent et échangent des minerais stratégiques à adopter des technologies à faibles émissions de carbone et de faciliter la transition des pays qui dépendent des revenus du pétrole. Des investissements dans des infrastructures spécifiques aideraient à lutter contre l'élévation du niveau de la mer et l'érosion côtière et à protéger les écosystèmes marins et aquatiques.
- b) **Sensibilisation des consommateurs (citoyens).** Il est vital d'éduquer pour sensibiliser les consommateurs et de mobiliser les jeunes. Les stratégies à long terme prévoient que l'on apporte des modifications aux programmes scolaires afin de favoriser la réflexion critique et les choix alimentaires sains. En outre, il conviendrait de mener des campagnes sur des thèmes spécifiques, notamment sur l'étiquetage des denrées alimentaires et l'achat direct auprès des agriculteurs.
- c) **Répartition des revenus et des richesses.** Les mesures principales consisteraient à reformuler les politiques budgétaires, à renforcer l'inclusion et la résilience au moyen de programmes de protection sociale, à promouvoir l'emploi et motiver les femmes et les jeunes ruraux, à faciliter l'accès aux mécanismes financiers et aux dispositifs d'assurance-récolte, à créer des liens entre le secteur agroalimentaire et d'autres secteurs tels que le tourisme, la santé et l'énergie et à développer les infrastructures pour soutenir les marchés locaux. Les activités

<sup>15</sup> <https://www.fao.org/3/cc0959en/cc0959en.pdf>. Résumé en français: <https://www.fao.org/3/cc1024fr/cc1024fr.pdf>.

<sup>16</sup> Les options stratégiques, les politiques et les investissements permettant d'activer ces déclencheurs au niveau mondial sont indiqués dans la troisième partie du document FAO, 2022. *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Moteurs et déclencheurs de transformation*. Rome. <https://www.fao.org/3/cc0959en/cc0959en.pdf>.

économiques numériques et émergentes offrent des possibilités dans l'optique de cette transformation.

- d) **Technologies et approches novatrices.** Les options stratégiques consistent à améliorer l'information et les systèmes de communication ruraux pour faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises et des petits agriculteurs à la science et aux innovations, à favoriser les innovations fondées sur des technologies mobiles, notamment l'information en temps réel sur les prix et le marché, les prévisions météorologiques et la détection d'organismes nuisibles et de maladies, à promouvoir l'agriculture de précision et l'agriculture tenant compte de la nutrition et à accroître la recherche et l'innovation, ainsi que les incitations en faveur de l'agriculture climato-intelligente, de l'agroécologie et de l'agriculture régénératrice.

## **I.6. Arbitrages et modèles de transformation**

38. Dans le cadre de la transformation des systèmes agroalimentaires, il serait idéal d'opter pour des solutions qui bénéficient à toutes les parties. Toutefois, il faudra très certainement trouver les justes arbitrages entre des objectifs susceptibles d'être contradictoires, comme il est ressorti des consultations d'experts menées lors de l'exercice de prospective régionale. Il s'agira, par exemple, de pouvoir concilier la réduction des émissions de gaz à effet de serre visant à atténuer le changement climatique et la réalisation d'autres cibles des objectifs de développement durable (ODD) comme l'éradication de la faim, conformément au scénario «choix de la durabilité». Il faudra en principe prendre en compte les arbitrages dans les initiatives menées à tous les niveaux, comme l'indique le document de la FAO intitulé «Atteindre l'ODD 2 sans dépasser le seuil de 1,5 °C : une feuille de route mondiale (encadré 1).

### **Encadré 1**

#### **Atteindre l'ODD 2 sans dépasser le seuil de 1,5 °C : une feuille de route mondiale**

La feuille de route mondiale de la FAO<sup>17</sup> visant à éradiquer la faim sans dépasser le seuil de réchauffement climatique fixé à 1,5 °C comprend un processus s'étalant sur trois ans, dont le point de départ est la 28<sup>e</sup> session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 28), qui a été organisée en 2023 et pendant laquelle une vision globale des limites rencontrées par les systèmes agroalimentaires actuels et un diagnostic de ce qui n'a pas fonctionné jusqu'à présent en matière de transformation des systèmes agroalimentaires ont été présentés. Ensuite, la vision globale, qui suppose des théories et des pratiques du changement à l'échelle mondiale, évolue pour aboutir à la définition des actions requises au niveau régional et des solutions liées aux coûts et au financement (grâce à la modélisation quantitative), qui seront débattues lors de la COP 29. La feuille de route se conclut par l'établissement de plans d'action nationaux et de mécanismes de financement et de suivi au niveau national, d'ici à la COP 30. Elle porte également sur la manière d'intégrer l'assistance technique dans les stratégies tout en favorisant des plans d'investissement durables.

La feuille de route mondiale présente 120 actions, réparties dans 10 domaines et assorties de 20 étapes mondiales permettant de suivre les progrès accomplis. Ensemble, ces actions dessinent une trajectoire cohérente, qui part de la situation actuelle et s'oriente rapidement vers une trajectoire semblable au scénario «avenir ajusté» présenté dans le rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*, avant l'accélération de la transformation dans le but de se rapprocher du scénario «choix de la durabilité». En 2024, la feuille de route mondiale sera adaptée au contexte régional sur la base des travaux menés dans le cadre de l'exercice de prospective régionale<sup>18</sup>.

<sup>17</sup> <https://www.fao.org/3/cc9113en/cc9113en.pdf>.

Pour en savoir plus, consultez la page suivante: <https://www.fao.org/interactive/sdg2-roadmap/en/> (en anglais).

39. Tout au long de leur parcours de développement, les pays à revenu intermédiaire se situent à la croisée des chemins. Ils peuvent suivre le modèle de développement non durable adopté par les pays à revenu élevé, et ainsi contribuer fortement à l'épuisement des ressources naturelles, à l'aggravation du changement climatique et à l'accroissement des inégalités (voir le scénario de référence «course à l'abîme» dans le rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*). Ils peuvent aussi, à l'inverse, adopter des modèles de développement novateurs ouvrant des perspectives d'avenir plus durables (comme dans le scénario de référence «choix de la durabilité»).

40. Si les gouvernements nationaux jouent un rôle essentiel, qui consiste à faire évoluer les systèmes agroalimentaires vers la durabilité, leurs efforts ne sauraient être isolés étant donné le caractère supranational des défis à relever, notamment les conflits internationaux, la gouvernance de la finance mondiale, le commerce et les sociétés multinationales, le changement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité et l'épuisement des ressources. Ces questions soulignent toute la nécessité de renforcer la coopération et l'appui au niveau international.